

Le libéral demande aux députés des partis démocratiques de travailler avec le gouvernement. «Sans accord sur le budget, on fait peser un risque sur la bonne santé financière du pays.»

Didier Reynders

## «Peut-on discuter du fond?»

### LES PHRASES CLÉS

«Qu'on arrête ce théâtre politique, on sait très bien que tout le monde discute avec tout

le monde, y compris la N-VA.»

«Prouvons notre maturité politique en avançant concrètement sur des mesures climatiques.»

«Partir à l'aventure vers des élections anticipées et 542 jours sans gouvernement, c'est faire le choix de l'instabilité.»

### INTERVIEW MARTIN BUXANT

**S**i l'état de forme d'un homme politique se juge au nombre de ses bons mots et de ses punchlines, alors, qu'on se rassure, Didier Reynders va bien – merci pour lui. Vice-Premier ministre, ministre des Affaires étrangères, le libéral a même vu tomber dans son panier, il y a quelques jours, la compétence de la Défense. Et ce n'est pas pour lui déplaire – nous y reviendrons. «Il y a des choses à faire», dit-il. Ce jeudi matin, il est assis, devant un café, dans son bureau du Palais d'Egmont, la crise politique frappe à nouveau la Belgique de plein fouet, et Didier Reynders est comme un poisson dans l'eau – comme un squalo dans son aquarium.

Il dit: «J'entends ci, j'entends ça, j'entends des constitutionnalistes nous dire qu'il faut faire comme ceci, d'autres qu'il faut faire comme cela. Francis Delpérée, c'est assez simple, il est toujours d'accord avec ce que dit son parti, quant au mari de M<sup>me</sup> Onkelinx, on ne sait pas très bien où il faut le situer chez les constitutionnalistes. De toute manière, vous enfermez deux constitutionnalistes dans une pièce pendant une heure et ils en sortent avec cinq avis différents.»

La N-VA est donc sortie du gouvernement fédéral il y a quelques jours. «On est confronté à cette volonté de ne pas affronter ses responsabilités jusqu'à la fin de la législature. Ils sont sortis sur ce pacte de l'ONU, un document qu'ils négocient depuis deux ans avec nous, sur lequel ils avaient marqué leur accord et qui est simplement un document indiquant qu'il faut de la coopération pour résoudre le dossier de la migration. Si on veut régler un jour le problème de la migration, ça se fera dans un cadre multilatéral, la N-VA a toujours marché là-dedans, Francken et Jambon sont venus l'année dernière avec moi au Maroc pour promouvoir cette approche. Et en octobre, ils ont changé d'avis, ils

ont suivi les campagnes d'extrême droite et les changements d'attitude en Autriche, en Slovaquie ou en Italie. C'est un choix particulier que de faire dire à ce pacte des choses qu'il ne dit pas. Je veux être extrêmement clair là-dessus: ce pacte permet à la Belgique de poursuivre exactement la même politique migratoire que celle qui a été menée par Maggie De Block et Theo Francken.»

### Un choix à poser

Il dit: «Maintenant, le choix à poser est assez simple. Veut-on avancer et décider dossier par dossier avec le Parlement – comme on l'a fait pour le pacte de l'ONU – et le gouvernement main dans la main? Sur le budget, sur le climat, sur le pouvoir d'achat. Nous proposons d'avancer comme cela et je le dis tout de suite: c'est de cette manière que travaillent quasiment la moitié des pays européens qui ont des gouvernements minoritaires. L'autre voie, c'est d'aller vers des élections anticipées et mettre le pays dans l'instabilité avec un gouvernement en affaires courantes qui n'a pas la pleine capacité de décision. C'est ça le choix qui doit être posé.»

Derrière la porte de son bureau, les derniers préparatifs sont en cours pour accueillir les leaders libéraux européens. Le bruit des verres qui s'entrechoquent ne fait pas dévier.

Il dit (en faisant allusion à la séance de mercredi à la Chambre): «Ce que tout le monde constate, c'est la compatibilité du PS et de la N-VA qui se sont très vite retrouvés. Le PS a deux fers au feu. On a la version Che Guevara de Charleroi, M. Magnette, qui dit: 'jamais avec la N-VA, moi c'est plutôt la gauche extrême' et on a le président de parti Elio Di Rupo qui dit: 'pourquoi pas avec la N-VA'. Et a priori ce sera quand même Elio Di Rupo qui sera à la table de discussion.»

Il prolonge: «En fait, c'est le retour de ce que j'ai connu en 2010 quand Di Rupo a négocié pendant un an avec Bart De Wever. Ce n'est

qu'en février 2011, quand j'ai été nommé informateur, que j'ai ramené les libéraux dans le jeu. Mais ne vous faites aucune illusion: ces deux partis négocient et travaillent ensemble. Cette semaine, on a eu le sentiment de revenir aux vieilles amours PS/N-VA quand je vois qu'ils s'entendent pour nous mettre des bâtons dans les roues. La N-VA est dans une opposition commune avec le Parti socialiste.»

### «On est face à des gens qui veulent un symbole»

L'ornière politique est profonde et Reynders ne voit aujourd'hui qu'une manière d'en sortir par le haut. «Est-ce que les verts sont disposés à discuter avec nous de politique climatique? Est-ce que les socialistes veulent discuter du pouvoir d'achat? Est-ce que la N-VA va soutenir le budget qu'elle a contribué à dessiner?»

On dit: mais la Belgique tourne pas mal en affaires courantes, on a l'expérience des 541 jours, pas de quoi s'inquiéter outre mesure. Reynders nuance: «On a avancé au fil du temps quand le roi Albert a tapé du poing sur la table parce qu'on exposait le pays à de gros risques sur les marchés et on a fait un budget. Mais il ne faut pas se tromper: un gouvernement en affaires courantes a des capacités très limitées.»

Et il soupire: «on est face à des gens qui veulent un symbole. Un gouvernement qui a le soutien de 52 députés, on veut lui faire vérifier s'il a le soutien de 76 députés. C'est absurde. On sent

que certains veulent débrancher la prise et voter la méfiance, ils ne veulent surtout pas être tenus pour responsables d'éventuelles élections anticipées.»

Un budget à voter, un tax shift à mettre en œuvre en janvier. «La loi fiscale est votée mais on sait bien que si le budget n'est pas voté, on va être dans une situation difficile pour financer certaines mesures. Et on a le Brexit à gérer. L'hypothèse d'élections nous mettrait sans gouvernement en pleine capacité et sans Parlement pendant au moins deux mois.»

L'ancien Premier ministre Di Rupo juge que l'image de la Belgique à l'étranger est écornée, lui dit-on. Et ça ne lui plaît pas. «L'opposition essaye d'abîmer l'image du pays, c'est ça que je constate. Alors que la Belgique a été élue haut la main en juin dernier au conseil de sécurité de l'ONU et que le Premier ministre a été applaudi à Marrakech la semaine dernière. Même chose au Conseil de l'Europe, où je me suis rendu cette semaine. L'image de la Belgique à l'international est excellente. Je veux bien tout entendre mais il faut regarder ce qui se passe à Paris et à Londres, en Slovaquie ou en Suède. On est dans un monde troublé et difficile: raison de plus pour prendre ses responsabilités et regarder sujet par sujet comment avancer avec le Parlement. Commençons à avancer sur des mesures climat et pouvoir d'achat. Ou bien on part à l'aventure vers des élections et on verra bien dans six mois, dans un an ou dans 542 jours où en est le pays. En attendant, la Terre aura continué de mal tourner et le pouvoir d'achat des gens se sera dégradé. Et on a ce mauvais théâtre du PS et de la N-VA pour nous faire trébucher. Je n'exclus pas qu'un de ces prochains week-ends, on revoie Bart De Wever et Elio Di Rupo négocier ensemble dans un manoir».

### Avancer sujet par sujet

Il développe: «Le PS nous a dit: vous êtes collés à la N-VA. Or que voit-on? Que ses amis du spa sont en train de négocier une coalition avec De Wever à Anvers. Ecolo? Mais ils ne cessent de nous dire qu'ils sont main dans la main avec Groen, les mêmes Groen qui sont dans des coalitions avec la N-VA dans au moins dix communes en Flandre. Je voudrais qu'on cesse ce théâtre où parfois on diabolise la N-VA et parfois on travaille avec elle. Moi, j'ai toujours été très clair: je ne discute pas avec les extrêmes que ce soit le PTB ou le Vlaams Belang. Arrêtons ce théâtre: si M. Nollet et M<sup>me</sup> Khattabi ne veulent aucun contact avec la N-VA, que font-ils avec Groen? Je

pense donc qu'aujourd'hui on doit avancer en dépassant tout cela, sujet par sujet, et voir si on est assez mature politiquement.»

Il revient sur l'image de la Belgique à l'étranger. Et il dit: «Durant la dernière Coupe du monde, je suis allé sur place voir tous les matches des Diables Rouges. J'ai eu beau chercher mais je n'ai pas croisé d'autres politiques belges. Or la diplomatie sportive, culturelle et économique, c'est capital pour notre image. C'est certain que si, à l'étranger, on ne voyait la Belgique qu'à travers le théâtre qui se joue au Parlement, ce ne serait pas terrible. Mais heureusement, ce n'est pas le cas. Quand je prends un taxi à New York et que le chauffeur vient du Bangladesh, il ne

connaît la Belgique qu'au travers d'un seul prisme: les Diables Rouges. Je trouve dommage que certains grincheux essayent d'écorner par leur action notre image à l'étranger».

À ce stade, on met les fameux «spreads» sur la table. L'instabilité politique qu'on voit venir comme un éléphant dans un corridor risque-t-elle de menacer le portefeuille des Belges – pour schématiser.

«J'ai une inquiétude sur deux dossiers», dit Reynders.

«Je sais que si le budget n'est pas voté et que si on met le gouvernement en incapacité de négocier un accord interprofessionnel en janvier, ça risque de se compliquer et la santé financière du pays pourrait se dégrader. On va alors aller vers une longue période d'instabilité. Souvenez-vous comment, sous Yves Leterme, les taux d'intérêt avaient commencé à dérapier et qu'on avait dû faire un budget en affaires courantes pour éviter l'accident. On avait fait ce budget pendant qu'Elio Di Rupo et Bart De Wever négociaient ensemble et mangeaient des gaufres toute la journée.

Nous, pendant, quatre ans, on a mis le communautaire au frigo, le pays est en bonne santé financière et on a une création d'emplois

qui est remarquable. Aujourd'hui, tous les groupes politiques, majorité et opposition, ont des cartes en main pour que la stabilité perdure. Est-ce que les écologistes sont si préoccupés par le climat qu'ils préfèrent en discuter maintenant avec le gouvernement et faire avancer les choses ou ils préfèrent les élections anticipées et risquer de ne pas avoir de mesures prises durant des mois? Je pense qu'il y a quelques sujets – pouvoir d'achat, budget, climat, défense, etc., qui méritent qu'on privilégie la stabilité et la discussion. Il est évident que si on aborde le climat, on va vraiment discuter des propositions des écologistes en la matière. Pareil sur la baisse de la TVA sur l'électricité: PS et DéFI la demandent, Ecolo dit non. Moi je dis: est-ce que tout le monde a besoin de cette baisse de TVA? Les grands patrons, les politiques? Ne vaut-il pas mieux cibler ces baisses pour les petites pensions et les bas salaires? Quand M. Maingain demande une baisse de la TVA, je me demande s'il en a besoin, il va avoir une indemnité de sortie. Il quitte la Chambre et il est bourgnestre.»

Et il conclut: «Je demande qu'on discute des questions de fond, le pouvoir d'achat et le changement climatique. Qu'on prouve notre maturité politique plutôt que de foncer vers la crise. Je pense que les libéraux ont cette capacité aussi à synthétiser le progrès économique et les défis écologiques.

Qu'on investisse encore plus dans la technologie et la recherche plutôt que dans l'obscurantisme. Je suis convaincu qu'avoir un lave-vaisselle et une machine à laver, c'est un progrès et que tout le monde n'a pas envie d'aller élever des moutons dans le Larzac en fumant du chanvre. Je pense qu'il y a heureusement de l'écologie moderne comme il y a aujourd'hui du libéralisme moderne. Il faut marier la révolution digitale avec le développement durable. Travaillons-y concrètement ensemble.»

## REYNDERS EST LE NOUVEAU MINISTRE DE LA DÉFENSE

«IL FAUT FÉMINISER L'ARMÉE BELGE»

«Il y a eu beaucoup d'économies dans ce département, sous André Flahaut et sous Pieter De Crem, explique Didier Reynders. Cela correspondait à la période où beaucoup pensaient que les investissements en Défense n'étaient plus très importants et que la fin du bloc soviétique nous mettait à l'abri. On se rend compte aujourd'hui qu'on a un conflit ouvert à l'Est, à la frontière ukrainienne, qu'on a des conflits au Sud, en Irak, en Syrie, avec une Libye instable, et que l'Europe a un vrai besoin d'assurer sa défense, d'autant que l'on voit comment la Russie prend pied partout, militairement ou politiquement. Je pense que, ces dernières années, nous sommes allés dans la bonne direction: on a professionnalisé l'armée et on l'a mieux équi-

pée. D'où les achats de F-35 et de matériel militaire.»

Il poursuit: «Et là, on a besoin d'un vrai gouvernement pour négocier au mieux les retombées économiques pour les entreprises belges. C'est un volet très important. L'autre volet important, c'est le recrutement: on doit attirer des jeunes vers l'armée, et singulièrement des femmes. Je souhaite moderniser et féminiser l'armée, si j'en ai l'occasion. Il faut des femmes dans la direction à la Défense.»

Tertio, dit-il, «c'est la poursuite de la construction d'un pilier européen à l'intérieur de l'Otan. On doit réinvestir dans la Défense, on est à 1% de PIB d'investissement dans la Défense et Elio Di Rupo avait signé un objectif de 2%. On

sait qu'on ne va pas y arriver du jour au lendemain, mais on doit tendre dans cette direction».

«J'ajoute ceci: je suis frappé de voir les différents partis s'en prendre violemment à Donald Trump. Ces gens savent-ils que notre sécurité repose en grande partie sur l'armée américaine? Dans l'Otan, les Etats-Unis déploient largement plus de moyens que les autres. On doit montrer qu'on peut aussi répondre présent quand on nous demande de l'être. On ne peut pas se cacher et l'armée belge doit être souple. Elle doit pouvoir être déployée à l'étranger, mais aussi chez nous, quand les circonstances de sécurité intérieure l'exigent.»

BUX

## Un pacte onusien à double tranchant pour le MR

**La crise gouvernementale a pu redorer le blason de Charles Michel. Mais l'adhésion du MR au texte sur les migrations suscite des craintes à l'intérieur du parti alors que les élections se profilent.**

MATHIEU COLLEYN

Les tourments de Charles Michel n'en finissent pas: la N-VA repasse à l'offensive dans les médias ce week-end. Mardi, à la Chambre, Charles Michel risquera un vote de méfiance qui pourrait précipiter la chute de son gouvernement minoritaire. En attendant, son parti est en train d'évaluer pertes et profits de la dramaturgie en cours.

Il y a tout intérêt, la crise a été un détonateur, la campagne électorale pour les prochaines élections vient de démarrer en trombe. Est-ce que le MR sort renforcé de cette séquence inédite? «Il y a un effet collatéral positif à cette crise, c'est que l'image de Charles Michel en tant que chef de gouvernement est renforcée», précise un libéral en vue. Il ne panique pas, on a gagné un homme d'État...

C'est un constat. La fermeté du Premier ministre à l'égard de la N-VA a entamé cette image, volontiers entretenue par l'opposition, d'un MR vassalisé par son partenaire nationaliste. C'était une nécessité car, trompeuse ou pas, elle a pu faire du tort aux libéraux francophones. On peut, sans trop avoir peur de se tromper, attribuer au phénomène une partie du recul électoral des bleus en octobre dernier. Voilà pour le positif. Parce que si le MR sort une épine de son pied, une autre est venue s'y planter directement: le pacte migratoire de l'ONU en lui-même.

### Des élus sous pression

Quand on interroge des libéraux sur la question, la gêne s'installe avant le *off the record*. Le sujet est tabou. «Tout le monde reçoit des courriers et des messages, des commentaires sur les réseaux sociaux. Dès qu'on poste quelque chose, on est interpellés là-dessus. Les gens ne comprennent pas pourquoi on soutient ce pacte à ce point», glisse un MR. Un autre témoigne: «Ce sont surtout nos membres qui se manifestent. Les mandataires et responsables du parti ont bien compris la situation dans laquelle on s'est retrouvé.»

En face, la N-VA pétarade sans retenue sur la question migratoire qui sera forcément centrale dans son combat contre l'extrême droite du Vlaams Belang. Dans le climat actuel, la comparaison risque de coûter aux libéraux. «Je sais que l'adhésion

du parti à ce pacte suscite des interrogations, des critiques, voire des rejets de la part des militants», confesse Richard Miller, député MR. Lundi, je m'exprime devant des militants et je sais que ce ne sera pas simple.» Le député peste encore contre «le manque de fiabilité politique de la N-VA».

Mais poursuivons. Un autre libéral complète en indiquant qu'il n'est pas si évident que cela que ce texte n'ait aucun impact en Belgique. «N'importe quel avocat pourra s'appuyer sur l'adhésion de la Belgique à ce texte dans ses plaidoiries, estime-t-il. Par ailleurs, il est évident que cette signature sera utilisée par les associations de gauchistes qui défendent l'ouverture des frontières...» On croirait entendre la N-VA.

Le MR va donc devoir faire preuve de pédagogie pour expliquer cette campagne de Charles Michel en faveur du texte onusien. Énième rappel: celui-ci amorce un cadre international, définit un certain nombre de balises quant à l'appréhension du phénomène migratoire, mais se veut non contraignant pour les États signataires. «Ce qui était important pour le Premier ministre dans le vote de ce pacte, c'était surtout d'appuyer le multilatéralisme dans les relations internationales», défend un MR. Il fait le constat que celui-ci recule au profit d'un bilatéralisme entre grandes puissances, au sein duquel un

pays comme la Belgique n'a plus grand-chose à dire...»

«C'est dommage que le gouvernement tombe là-dessus, commente un libéral marqué très à droite. Une déclaration interprétative aurait pu contenter tout le monde.» Un autre ajoute: «Si la N-VA avait manifesté son désaccord avant que Charles Michel ne s'exprime devant l'ONU, on aurait trouvé un compromis et cette crise aurait vraisemblablement été évitée.»

### Destexhe pas si seul

A ce jour, Alain Destexhe a été le seul mandataire MR à s'opposer publiquement au Pacte onusien. Il l'a fait en bureau politique devant Charles Michel et le président du parti Olivier Chastel, confirme-t-il à L'Echo sans vouloir commenter plus avant. Il a également été le seul député du groupe MR au Parlement bruxellois à ne pas voter une résolution en faveur du Pacte. Mais ce n'est pas pour cela qu'il est isolé au sein de son parti. Les inquiétudes vont bon train à la droite du MR et jusque très haut dans le mouvement.

Les libéraux les plus optimistes se félicitent d'une chose: il n'y a pas, côté francophone, de parti populiste réellement efficace qui taquine le MR à sa droite. Certes, le PP et la Droite citoyenne font leur petit

ramdam, mais les deux micropartis ne parviennent ni à décoller ni à unir leurs forces pour tailler de réelles croupières au MR. Pour l'instant, ils ne sont en mesure de grappiller que quelques pourcents aux li-

**«Je sais que l'adhésion du MR suscite des critiques, voire des rejets chez nos militants.»**

RICHARD MILLER  
DÉPUTÉ MR

béraux, mais cela peut suffire à perdre des sièges dans certaines circonscriptions. «D'accord, il faut faire campagne sur les réformes socio-économiques, mais il ne faut pas perdre de vue la migration qui doit être au cœur de notre message pour 2019 avec une ligne ferme», dit un libéral. «On doit proposer une vision qui s'oppose clairement à la pensée unique de la gauche sur cette question», appuie un autre réformateur.

### Arrêter Maggie

«Il faudra aussi que Maggie De Block arrête de plomber la situation», fustige-t-on aussi à l'intérieur du MR. La nouvelle ministre en charge de l'Asile et de la Migration n'a pas attendu plus de quelques heures pour explorer le chaos dans lequel Theo Francken avait laissé son département. La ministre Open VLD a également annoncé la fin des quotas pour le traitement des demandes d'asile. Son tonitruant prédécesseur les avait limitées à 50 par jour. Chez les libéraux francophones, ces sorties sont jugées maladroites. Pour ne pas dire autre chose.

Voilà pour l'état d'esprit chez les bleus. On s'en voudrait de conclure sans une petite cerise sur le gâteau. Même ce qui se passe à la Chambre interpelle. «Depuis quand le MR viole-t-il la Constitution?, demande un libéral énervé. Charles s'envole pour Marrakech avec une résolution du Parlement sous le bras pour justifier le vote du pacte et, trois jours plus tard, il s'assied sur une résolution du même Parlement lui demandant de demander la confiance. Franchement, j'ai du mal à suivre. Je suis inquiet. Et pas uniquement pour les élections... pour le pays.»